

## Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques

Roland Pourtier \*

Depuis 1990, l'Afrique centrale, de l'Atlantique aux Grands Lacs, est entraînée dans le tourbillon d'une crise sans précédent. Elle a été le théâtre d'événements si nombreux que seuls les plus dramatiques ont accédé à la scène médiatique : génocide des Tutsi du Rwanda, conquête de ce même Rwanda par les forces armées tutsi du Front patriotique rwandais, chevauchée militaire de Laurent Désiré Kabila jusqu'à la prise du pouvoir à Kinshasa, fuite et massacre des réfugiés hutus du Zaïre.

D'autres événements jugés moins importants au regard de l'histoire, ou n'ayant pas atteint le même degré d'horreur, se sont trouvés très largement occultés. Ainsi en est-il du drame des Kasaiëns « refoulés » du Shaba <sup>1</sup> entre novembre 1992 et 1994, avec un pic en 1993. Pas moins de 600 000 à 800 000 Zaïrois originaires du Kasai ont pourtant été contraints de quitter la province minière du Zaïre. L'« épuration » aurait causé entre 50 000 et 100 000 morts selon Médecins sans frontières. Cette tragédie cependant s'est déroulée à huis clos et est passée largement inaperçue, loin des regards extérieurs [Braeckman, 1996 : 232].

La plupart des Kasaiëns victimes de ce pogrom n'eurent d'autre choix que de retourner dans la région qu'eux-mêmes ou leurs aïeux avaient quittée, souvent depuis plusieurs décennies. Réfugiées à l'intérieur de leur propre pays, ces personnes déplacées du fait de violences politico-ethniques n'ont pas bénéficié du statut de « réfugié » tel que l'entend le HCR. Le qualificatif de « refoulé » leur a été appliqué.

Qui sont ces populations identifiées sous le label générique de « Kasaiëns » ? Quels motifs pouvaient être assez puissants pour provoquer un déplacement aussi massif de populations à l'intérieur d'un même État ? Quelles en seront les conséquences, aussi bien sur les lieux de départ que dans les espaces d'accueil ? Bien qu'on manque encore de recul, il est néanmoins possible d'avancer des hypothèses explicatives, et d'observer les processus d'insertion des refoulés dans leur nouveau milieu de vie <sup>2</sup>.

Les heures noires de la chasse aux Kasaiëns, de la peur, du transport dans des conditions inhumaines, des camps de transit, ces heures noires, jalonnées par la

---

\* Géographe, professeur à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

1 La province du Shaba a retrouvé son nom de Katanga avec l'arrivée au pouvoir de Kabila.

2 Les observations sur le terrain remontent à novembre 1995. Les conséquences des bouleversements récents qu'a connus le Zaïre n'ont pas pu naturellement être prises en considération, faute d'information.



faim, la maladie, la mort, sont désormais passées. La réinsertion n'est pas encore achevée pour tous, mais pour tous le cauchemar est aujourd'hui terminé. Même si leur statut les différencie des réfugiés, bien des points communs rapprochent ces deux groupes de population, l'un comme l'autre constitués sur des dynamiques d'exclusion, de violence interethnique, de manipulation politique.

La brutale irruption des refoulés sur la scène douloureuse de l'histoire met en exergue la dimension ethnique, et surtout l'étroite articulation entre sentiment identitaire, contrôle territorial et compétition politique. Elle a valeur exemplaire tant il est vrai que la dimension politico-ethnique se niche au cœur des tensions qui secouent l'Afrique contemporaine. Ces tensions exacerbées depuis le début des années quatre-vingt-dix n'ont pas surgi du néant. Elles s'enracinent au contraire dans le substrat des sociétés. Loin d'être un phénomène isolé et conjoncturel, elles s'inscrivent dans la durée avec toute la force des faits de structure. La compréhension des événements récents qui ont surpris par leur ampleur et leur brutalité s'éclaire à la lumière du passé : la mise en perspective de l'actualité donne accès au sens. La déchirure sociale qui a conduit à l'exode des Kasaiens apparaît ainsi comme l'écho amplifié des troubles qui marquèrent le tournant de l'indépendance, trois décennies plus tôt.

## **Ethnie et territoire**

L'histoire des refoulés prend place dans une dialectique générale, celle de la confrontation autochtone/allochtone. Elle pose les questions fondamentales du droit au sol, non pas d'un individu particulier, mais d'un groupe. Plusieurs décennies de cohabitation et de nombreux intermariages n'ont pas effacé le clivage entre les héritiers des premiers occupants dont les chefs coutumiers revendiquent les droits sur le sol, et les « étrangers » issus de la migration. L'identification de l'étranger s'effectue sur un double registre, celui de l'appartenance ethnique, celui de l'origine géographique. La désignation des « Kasaiens » comme étant la catégorie à chasser du Shaba a privilégié la référence au territoire. Le contenu ethnique n'est cependant pas indifférent : la majorité des Kasaiens appartient au groupe luba et c'est autour de cette vaste entité ethnique que s'est cristallisé le conflit entre autochtones et étrangers.

## ***Kasaiens et Luba***

La question de l'identité et du territoire luba est en tout état de cause une des plus importantes que pose la géopolitique du Zaïre. Héritiers d'un passé prestigieux dont témoigne notamment la richesse de leur production artistique, les Luba ne disposent pas d'un ferme ancrage territorial, comme c'est par exemple le cas des Kongo, alors même qu'ils constituent le groupe ethnique le plus nombreux du pays (entre 5 et 10 millions de personnes selon les sources, la définition donnée au groupe luba, les manipulations politiques). Le centre de gravité de la nébuleuse luba a glissé d'Est en Ouest, des régions du Lualaba (nom du cours supérieur du fleuve Zaïre) où se déployaient leurs royaumes au XVIII<sup>e</sup> siècle [Vansina, 1968], vers le bassin du Kasai et de ses affluents. Le « centre » politique luba se

situait dans l'actuelle région du Shaba, plus précisément aux environs de Kabongo. Cependant, les contrées du Lualaba se trouvèrent exposées aux incursions des esclavagistes arabes, particulièrement actifs au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces derniers ont contribué à la désorganisation politique et au déracinement des populations luba ou assimilées. Les conquêtes de Msiri au Sud-Est du Katanga achevèrent de disperser Luba et Lubaïsés. Après la création de l'État indépendant du Congo <sup>3</sup>, nombre d'entre eux vinrent s'établir à proximité des postes administratifs pour des raisons de sécurité. Mais la colonisation ne mit pas un terme à leur mobilité, bien au contraire.

La mise en valeur coloniale, principalement le développement de l'économie minière au Katanga, a été en effet à l'origine d'importantes migrations de travail qui réorientèrent les déplacements luba vers l'Est. Les zones minières étaient alors fort peu peuplées (moins de 4 habitants au km<sup>2</sup>) et les autochtones peu enclins à travailler dans l'industrie – alors même que ces « mangeurs de cuivre » maîtrisaient de longue date les techniques de transformation artisanale de la malachite. Il n'est pas exclu par ailleurs que l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK) ait privilégié le recrutement d'ouvriers étrangers à la région, plus faciles à contrôler que des autochtones soumis aux autorités coutumières. Telle est l'origine des « Kasaiens » établis dans les centres industriels de Lubumbashi, Likasi et Kolwézi. D'autres, embauchés sur les chantiers ferroviaires du BCK (chemin de fer Bas-Congo-Katanga), se sont fixés dans les villes du chemin de fer, par exemple Kamina.

Les recrutements de main-d'œuvre au service de l'économie coloniale sont ainsi à l'origine de l'implantation de natifs du Kasai dans le bassin minier du Haut-Katanga. Ces « Kasaiens » ou « Bakasai », ainsi que les désignent les Katangais, ne se confondent pas avec les Luba du Nord-Katanga. La chasse aux Kasaiens déclenchée en 1992 ne peut donc se réduire à un mouvement anti-Luba univoque – d'autant moins que celui qui fut le grand artisan de cette politique, le gouverneur Kyungu wa Kamanza, est lui-même un Luba du Katanga. En réalité, les affrontements entre autochtones et étrangers s'inscrivent dans une configuration politico-ethnique triangulaire. Bien qu'on dénombre plusieurs dizaines d'ethnies au Katanga, l'histoire contemporaine a été dominée par trois groupes.

Le plus nombreux est constitué par les Luba du Katanga, ou « Luba Shankadi », encore identifiés « Balubakat » : ils représentent entre 50 et 60 % de la population katangaise. Leur territoire, qui couvre le nord de la région, inclut le noyau historique des anciens royaumes luba. L'histoire les a dissociés des Luba du Kasai dont ils sont d'ailleurs séparés par d'autres groupes, notamment les Songyé. Leur langue, le kiluba, diffère quelque peu du tshiluba parlé dans les Kasai – ces différences linguistiques faisant l'objet de controverses [Kabuya 1992, Bakajika 1997]. En s'oppo-

3 L'État indépendant du Congo a été créé en 1885 à la Conférence de Berlin, par la volonté de Léopold II, roi des Belges, qui en fut le chef à titre personnel. En 1908, la Belgique en hérita, la fiction de l'État indépendant cédant la place à la colonie du Congo belge. L'indépendance de la République démocratique du Congo, acquise en 1960 sans avoir été préparée, déboucha sur plusieurs années d'instabilité et de guerres civiles auxquelles la prise du pouvoir par Mobutu en novembre 1965 mit un terme. Le Zaïre, du nom que celui-ci devait lui donner en 1971, a de nouveau sombré dans un cycle de violences en 1991. La guerre du Zaïre, d'octobre 1996 à mai 1997, marque la fin du mobutisme avec la victoire de Kabila, et le retour à la dénomination de République démocratique du Congo.

sant à l'aventure sécessionniste du Sud-Katanga, la Balubakat de Jason Sendwe s'était alliée aux nationalistes lumumbistes entraînant le Nord-Katanga dans la guerre civile et les rébellions qui enflammèrent l'Est du Congo en 1964.

Vient ensuite un groupe formé de populations autochtones du Haut-Katanga. Il comprend plusieurs ethnies que l'histoire de la région minière, la sécession, un front commun contre les immigrés du Kasai a rapprochés. Les Lunda en constituent le groupe phare. Comme les Luba, ceux-ci sont les héritiers d'un passé prestigieux, leur empereur, le Mwant Yav, incarnant la pérennité d'un vaste ensemble dont les membres les plus nombreux habitent en Angola. Moïse Tschombé a laissé son nom à la sécession et demeure le héros, la grande figure qui cristallise les aspirations autonomistes katangaises.

Face à ces « autochtones », les Kasaiens, concentrés principalement dans les villes minières et ferroviaires, n'ont cessé d'être perçus comme des étrangers à la région, bien qu'ils fussent implantés depuis plusieurs générations et qu'ils aient adopté la langue véhiculaire du Katanga, le swahili, au point, pour une grande partie d'entre eux, de ne plus parler le tshiluba. À côté des Luba qui forment le gros des troupes, les Kasaiens comprennent d'autres groupes ethniques originaires du Kasai, notamment les Songyé de la sous-région de Kabinda. Les uns comme les autres ont été indifféremment victimes des violences politico-ethniques et se sont retrouvés sur le chemin de l'exode. Les deux concepts de Kasaien et de Luba, l'un territorial, l'autre ethnique, se chevauchent donc partiellement mais sans se confondre.

Dans le domaine des représentations qui joue un si grand rôle pour mobiliser les masses, les Kasaiens et spécialement les Luba sont porteurs d'images fortes. Autrefois considérés par les Blancs comme des « nègres supérieurs », ils furent les auxiliaires privilégiés de l'administration coloniale, des Églises, du commerce. Pour les autres populations du Congo, le Muluba était « admiré et envié parce qu'il avait admirablement réussi son intégration dans la modernité » [Ndaywel, 1997 : 467]. Leur mobilité géographique les a armés dans la lutte pour la promotion sociale. La réussite en affaires conféra à ceux qu'on a souvent dénommés « les juifs du Congo » une réelle prééminence économique mais leur comportement, non dénué d'arrogance, suscita jalousie et rancœur. L'avance sociale d'un groupe qui tend tout naturellement à accaparer postes lucratifs et positions de pouvoir alimente la conscience tribale des exclus et exaspère les tensions ethniques. Dès avant l'indépendance, le lien entre ethnicité et politique était déjà forgé [Young, 1968]. Il ne restait plus à d'habiles manipulateurs qu'à transformer, à la faveur des crises politiques, un sentiment anti-Luba plus ou moins latent en haine primaire.

L'image négative de l'étranger dont on veut faire un bouc émissaire puise dans un registre hélas banal : « Pour les Katangais, les ressortissants du Kasai sont des menteurs, perfides, méchants, superstitieux, méprisants, égocentriques, hégémoniques, traîtres, voleurs de cobalt... saboteurs de l'économie katangaise » [Bakajika, 1997 : 126]. On a reproché aux Kasaiens, d'abord d'avoir été les collaborateurs des colons et les bénéficiaires de la colonisation, ensuite et surtout d'avoir accaparé le pouvoir économique, notamment dans l'entreprise symbole du Katanga, la Gécamines, héritière de l'UMHK. Il est vrai que l'africanisation des cadres avait renforcé leur position dans l'entreprise, d'autant que la défiance de Mobutu envers

la province sécessionniste a longtemps joué en faveur des « étrangers ». La direction générale avait fini par être pratiquement monopolisée par des originaires des villes du Kasai, Kabinda notamment. L'expulsion des « étrangers » a représenté pour les autochtones un moyen de s'emparer de leurs emplois – et de leurs biens. La propagande antikasaïenne justifiait exactions et méfaits au nom de la libération d'une domination de type colonial. « La situation du Katangais sur son propre sol était celle d'un colonisé » [cité par Bakajika, 1997 : 125] ; il était donc légitime de redevenir « maître chez soi » quels que fussent les moyens employés.

### *Le premier exode luba : naissance de Mbuji Mayi*

Ce n'est pas la première fois que des Luba étaient collectivement confrontés à la violence et prenaient le chemin de l'exode. Une situation, par bien des points comparables à celle qui se solda par l'expulsion des refoulés, s'était déjà produite en 1959-1960.

À la fin de la période coloniale, Luluabourg <sup>4</sup>, alors chef-lieu d'une vaste et unique province du Kasai, formait une importante agglomération que les autorités belges avaient même envisagé d'ériger en capitale de la colonie. Conséquence d'une forte croissance démographique alimentée par des flux migratoires, les Lulua, premiers habitants du lieu, étaient devenus minoritaires : ils ne représentaient plus que le quart d'une population grossie par l'arrivée de migrants luba. Ces derniers avaient acquis une position économique et sociale dominante, source de tensions avec les « autochtones ». Elles devinrent aiguës lors de la première consultation électorale organisée en 1958 pour l'élection des conseils communaux et des bourgmestres. Les Lulua risquaient de voir les responsabilités politiques leur échapper au profit de la majorité luba. Bien encadrés par l'association ethnique des « Lulua-Frères », créée en 1953 pour faire pièce à l'hégémonie de leurs rivaux, ils emportèrent les élections. Ces résultats défavorables à la majorité luba durcirent les rapports entre les deux groupes, engendrant un climat de violence.

Le mode de résolution du conflit allait être lourd de conséquences. Les droits de l'autochtonie primèrent, et les pouvoirs coutumiers optèrent pour l'« expatriation » des « immigrants » luba avec la bénédiction de l'administration. Leur départ collectif en 1959-1960 constitue, avec celui des Tutsi du Rwanda, le premier exode pour raison d'appartenance ethnique de l'histoire de l'Afrique contemporaine. Les violences consécutives à l'effondrement de l'État colonial poussèrent en outre une partie de la diaspora luba à rejoindre le flot des expulsés de Luluabourg sur les « terres ancestrales » de l'Est du Kasai, à savoir les territoires de Mwene Ditu, Gandajika et surtout Bakwanga : une nouvelle agglomération sortit de terre à proximité de la cité minière <sup>5</sup> et prit le nom de la rivière Mbuji Mayi.

Ce premier déplacement massif de population, qui toucha entre 90 000 à 140 000 personnes selon les sources [Mwela Matambikulu, 1987], provoqua un

4 Au cours des migrations, un rameau luba s'était installé près de la rivière Lulua ; ces populations furent bientôt identifiées par le nom du cours d'eau qui devait donner aussi son nom au poste colonial de Luluabourg, aujourd'hui Kananga.

5 Bakwanga est le site d'exploitation du diamant le plus important du Zaïre. Après l'indépendance, la Miba (Minière de Bakwanga) s'est substituée à la Forminière.

début de famine et une intervention humanitaire extérieure : la Croix-Rouge internationale, Caritas, FOREAMI (Fonds reine Elisabeth pour l'assistance médicale aux indigènes) puis, et surtout, l'ONU, apportèrent leur aide dans les domaines alimentaire et médical : le temps de l'humanitaire s'annonçait, en attendant que le Biafra, quelques années plus tard, en accélère le développement.

La résolution du conflit par le changement de lieu a été facilitée par la tradition de mobilité des Luba, par la valeur relativement faible d'un capital immobilier qui ne représente pas une entrave au mouvement, par la disponibilité d'espaces pouvant accueillir les nouveaux venus. La forte cohésion de ceux qu'on appela alors « réfugiés » et l'efficacité de leurs encadrements sociaux, facilitèrent leur établissement soit dans les villages – là où pouvait jouer la solidarité familiale –, soit dans les centres extracoutumiers, souvent plus conformes aux attentes de populations urbanisées. De retour sur les terres ancestrales, les immigrants luba revendiquèrent d'emblée leur spécificité par un acte politique fort : le 9 août 1960, ils proclamaient un « État autonome du Sud-Kasaï ». Cet État, dont l'aventure prit fin le 29 septembre 1962, n'est pas allé jusqu'à la sécession à la différence du Katanga, mais il avait commencé à manifester son autonomie (émission de timbres, création d'une armée). En rentrant dans la légalité, il devint l'une des vingt-deux « provincettes » qui se substituèrent aux six provinces du Congo belge. Après la restauration du pouvoir central en 1965, la réorganisation de l'administration territoriale a mis un terme à l'expérience des provincettes, tout en entérinant le divorce Lulua/Luba : l'ancienne province du Kasaï est désormais scindée en deux régions, Kasaï occidental (chef-lieu Kanaga) et Kasaï oriental (chef-lieu Mbuji Mayi). Le principe de scissiparité – séparation de territoires pour résoudre des conflits de pouvoir – constitue un des grands modèles géopolitiques auquel la crise politique contemporaine a redonné toute son importance.

La conséquence géographique majeure de ce regroupement luba au Kasaï oriental est la création de la ville de Mbuji Mayi [Piermay, 1986]. La petite cité minière de Bakwanga s'est métamorphosée en quelques années en une agglomération qui supplanta bientôt Kananga (au recensement de 1984 Mbuji Mayi comptait 423 000 habitants contre 290 000 à Kananga) avant de se hisser, aujourd'hui, au deuxième rang des villes du Zaïre, après avoir reçu l'apport des « refoulés » du Shaba.

## **Les refoulés : une instrumentalisation ethnopolitique**

### *La migration aux sources du conflit*

Durant la période d'administration belge, l'immigration kasaïenne avait profondément modifié le paysage humain du Haut-Katanga. En 1960, plus de la moitié des habitants d'Elisabethville (Lubumbashi) était composée de Kasaïens. En ville, à l'usine, la prééminence des gens du Kasaï était telle qu'elle avait fini par susciter, dès les années cinquante, des réactions d'hostilité de la part d'autochtones qui se sentaient de plus en plus marginalisés dans leur propre pays. Pour eux, les gens du Kasaï, qu'ils fussent Luba, Lulua, Songye, Tetela ou Kanyoka, faisaient partie d'une même catégorie : les étrangers indésirables [Grévisse, 1951].

Une lettre de Godefroid Munongo <sup>6</sup> au gouverneur de province en date du 13 février 1959 montre très clairement ce qu'étaient alors – pour les Katangais – les véritables enjeux : « Les Katangais de naissance craignent avec raison que, si les autorités continuent d'accorder, à dessein, au peuple du Kasai, le permis de résidence permanente dans nos villes, comme les indigènes de cette province en ont la préférence, grâce à leur nombre croissant ils n'écrasent les originaires du Katanga. Ce fait pourrait bien dans l'avenir être la cause de violences entre les habitants des deux provinces » [cité par Lemarchand, 1962 : 404-416]. Trente ans plus tard, les mêmes griefs resurgirent.

Les années précédant l'indépendance virent une forte montée de la conscience ethnique et une radicalisation des oppositions qui s'exprima dans les premières organisations politiques. Les Luba originaires du Kasai se retrouvaient dans une association ethnique créée en 1955, la Fegebacka (Fédération générale des Baluba-Central Kasai). Face au danger d'une hégémonie kasaienne, ceux qui se considéraient comme « Katangais authentiques » créèrent en 1958 la « Confédération des associations tribales du Katanga », ou Conakat, dirigée par Moïse Tschombé. Ouvertement autonomiste, elle demandait que les postes de responsabilité soient réservés aux natifs du Katanga, en réalité aux Lunda ; ses intérêts objectifs en firent l'allié de ceux qui, parmi les Blancs, étaient favorables au séparatisme katangais. Quant aux Luba du Katanga, ils se regroupèrent autour de leur leader Jason Sendwe dans la Balubakat, tandis que les Tchokwe se retrouvaient dans l'ATCAR (Association des Tchokwe du Congo, de l'Angola et de la Rhodésie). Ces deux associations prirent leurs distances vis-à-vis de la Conakat avant de combattre la sécession, principalement au Nord-Katanga.

Les années chaotiques qui marquèrent les débuts de l'indépendance ont laissé des traces durables. Trois décennies plus tard, on assiste à la résurgence des tensions anciennes qui n'avaient cessé de couver sous la cendre. Dans une étude sur le Nord-Katanga parue peu de temps avant le déclenchement des violences anti-Kasai, Kabuya Lumuna, écrivait de façon prémonitoire : « Enfin, il s'agit, sans trop croire en une répétition de l'Histoire, de prévenir – trente ans après – des erreurs du passé qui ont toutes les chances de se reproduire devant des équations qui sont restées presque identiques... et notamment la tension persistante entre Katangais d'origine et "immigrés" » [Kabuya Lumuna, 1992 : 18].

Dans la perspective des élections qui auraient dû en principe mettre un terme à la « transition » commencée en 1990, les autochtones pouvaient redouter les conséquences de l'arithmétique électorale. Les Kasaiens n'allaient-ils pas abuser de leurs positions politiques, comme l'avaient déjà fait dans le passé les bourgmestres d'origine kasaienne pour privilégier les leurs dans l'attribution de terrains à bâtir ? Avec les inégalités dans le domaine de l'emploi, la compétition foncière urbaine a fortement contribué à catalyser les rancœurs envers les Kasaiens. Au tournant des indépendances, celles-ci furent partiellement masquées par le clivage majeur Conakat/Balubakat. Par la suite, la chape du parti-État, le Mouve-

6 Un des fondateurs de la Conakat, il fut ministre de l'Intérieur de Tschombé, puis un des dignitaires du régime Mobutu. Il mourut subitement le 28 mai 1992 de retour de Gbadolite au moment où il allait parler à la Conférence nationale de la mort de Lumumba.



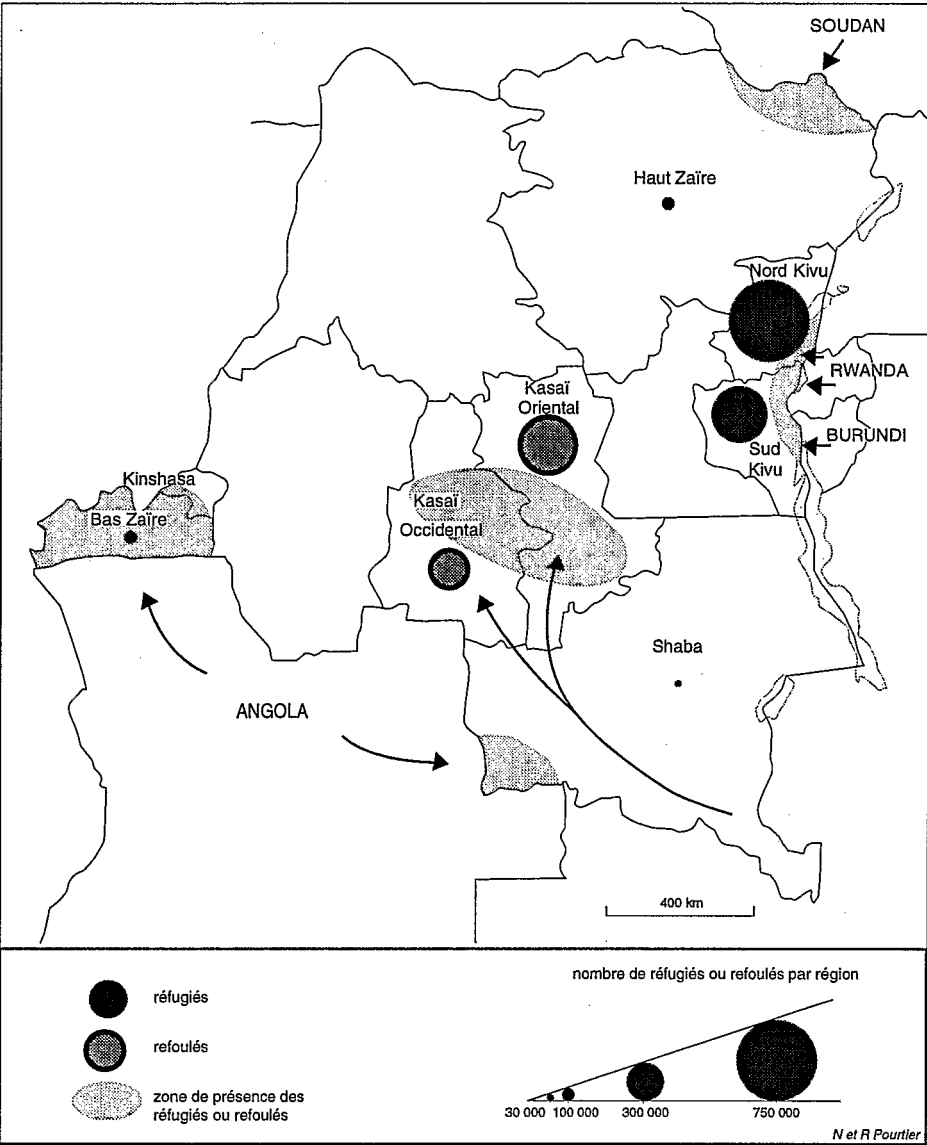
ment populaire de la révolution (MPR) ne laissa pas d'espace à l'expression ouverte de revendications politiques. Mais la fin du monopartisme et l'annonce de consultations électorales allaient donner libre cours aux antagonismes ethniques. La réactivation des rivalités entre autochtones et étrangers favorisa les desseins du président Mobutu : le terrain était favorable à l'application de la stratégie du chaos dont le but visait son maintien au pouvoir.

### « L'épuration ethnique »

En 1957, lors des premières élections municipales organisées à Élisabethville, tous les bourgmestres élus étaient kasaïens (Luba et Songyé). Ce fut pour les Katangais la consternation et une prise de conscience qu'un pamphlet, *Katangais où es-tu ?*, contribua à formaliser. Trente-cinq ans plus tard, les leaders politiques katangais, utilisant le vocabulaire apparu dans l'ex-Yougoslavie – mondialisation oblige – appelèrent leurs troupes à chasser les Kasaïens au nom de « l'épuration ethnique ». Comme dans les années de l'indépendance, les jeunes, échappant au contrôle social des familles, fanatisés par des discours enflammés, drogués, ont servi à l'exécution des basses œuvres. Mais le contexte politique n'est plus le même. En 1960, deux options politiques opposèrent fédéralistes et nationalistes. Depuis 1990, le débat autour du fédéralisme existe toujours, mais des enjeux de pouvoir à l'échelle du Zaïre se sont greffés sur les tensions locales, délibérément attisées dans le but d'affaiblir celui qui fut, jusqu'à l'entrée en lice de Kabila, le principal opposant à Mobutu, le muluba du Kasaï Étienne Tshisekedi. Des centaines de milliers de refoulés allaient payer le prix de cette entreprise de déstabilisation.

L'action anti-Kasaï a été orchestrée par Kyungu wa Kamanza, nommé gouverneur du Shaba en novembre 1991. Il put compter sur la complicité de Nguz Karl-i-Bond, véritable patron de la province. Le premier est Luba du Katanga, le second Lunda : l'alliance Luba-Lunda a cette fois-ci fonctionné. Dès le retour au multipartisme en 1990, Kyungu avait animé la FENADEC (Fédération nationale des démocrates chrétiens) dont le programme strictement régional se résumait ainsi : le Katanga aux Katangais. La FENADEC fusionna peu après avec l'Union des fédéralistes et républicains indépendants (UFERI). Ce parti d'opposition créé par Karl-i-Bond entendait ne pas se limiter à une implantation katangaise ; il eut de fait, à ses débuts, une audience nationale. Par un revirement dont la scène politique zaïroise a été coutumière durant les années de la transition, Karl-i-Bond s'est rallié à Mobutu. Désormais, l'UFERI allait constituer la force politique destinée à saper une des bases électorales supposées de Tshisekedi, les Kasaïens, boucs émissaires contre lesquels il n'était que trop facile d'exciter les foules. La JUFERI, jeunesse de l'UFERI, a servi d'instrument pour les exactions dont les Kasaïens furent victimes à partir d'août 1992 – c'est-à-dire au moment où Tshisekedi fut élu Premier ministre par la Conférence nationale, une coïncidence qui n'est évidemment pas fortuite. Faciles à manipuler, subjugués par le recours au fétichisme, les jeunes ont aveuglément suivi les exhortations à la violence d'un Kyungu familier des discours incendiaires ; le 4 juin 1993, il lançait cet ultimatum : « Tout Kasaïen qui n'aura pas

Fig. 2 – Réfugiés et refoulés au Zaïre (décembre 1995)



quitté le sol Katangais au plus tard le 30 juin 1993 se verra tué ou pris en esclavage <sup>7</sup>. » Les Kasaiens qui tenteraient de rester s'exposeraient à une « purification professionnelle » : l'intention ici est claire, elle renvoie au sentiment de frustration des autochtones rendu plus aigu dans le contexte de crise économique et de chômage.

L'ampleur des réactions contre les Kasaiens s'explique en partie par leurs mal-adresses. Ainsi, lorsque Tshisekedi fut nommé Premier ministre, ils manifestèrent bruyamment leur joie en défilant dans les rues, notamment à Likasi, en proclamant : « Katanga : troisième province du Kasai ». Il n'en fallait pas plus pour attiser les vieux réflexes de rejet d'étrangers venus s'emparer des richesses de la province minière. Trop sûrs d'eux sans doute, les Kasaiens s'estimaient protégés par la place qu'ils tenaient à la Gécamines : ils se croyaient indispensables. Ils n'avaient pas pris conscience que la société minière, en pleine déconfiture, avait d'autres préoccupations que de préserver une main-d'œuvre devenue en partie inutile. Le soutien qu'ils affichèrent pour Tshisekedi, alors que Karl-i-Bond brigua la primature, parut une provocation qu'il n'était pas difficile à leurs adversaires politiques d'exploiter.

Le gouverneur Kyungu ne se contenta pas de mener sa croisade contre les Kasaiens, ces *bilulu* (insectes en swahili) dont il fallait que les autochtones se débarrassent. Il prit des positions en faveur de l'autonomie du Katanga qui outrepassaient ce que Mobutu attendait d'une action destinée à déstabiliser Tshisekedi et diviser les Luba. Il franchit la barre lorsque, dans un discours retransmis par la radiotélévision de Lubumbashi le 13 décembre 1993, il proclama « l'autonomie totale » du Shaba. C'était aller trop loin. Karl-i-Bond lui-même dut revenir sur ces propos <sup>8</sup>. En réalité, Kyungu n'a été qu'un instrument, manipulé par Mobutu. L'armée ne l'a jamais soutenu et a fini par l'arrêter. Les prétextes ne manquaient pas : le gouverneur fut accusé de vendre du cobalt pour procurer des armes à ses milices.

La mission du nouveau gouverneur, Ngoy Mulume Tade, consista à démystifier l'action de Kyungu et à rétablir un climat d'apaisement entre les communautés. Fin 1995, les relations étaient redevenues à peu près normales entre les autochtones et ceux des Kasaiens qui étaient restés au Shaba. S'ils ont massivement quitté Likasi et Kolwezi, ces derniers sont encore nombreux à Lubumbashi : la capitale provinciale a été épargnée lors des grandes vagues de violence. L'UFERI s'est trouvée en outre affaiblie par des divisions internes et par l'état de santé de Karl-i-Bond qui ne semble plus en mesure de jouer un rôle politique effectif. Après plus de deux années de trouble, la fièvre était retombée, le quotidien reprenait son cours, mais que de souffrances humaines avaient été sacrifiées sur l'autel du pouvoir !

<sup>7</sup> Rapporté par le *Périodique des Droits de l'homme*, Kinshasa, Association zaïroise de défense des Droits de l'homme, 5, mai-juin 1993.

<sup>8</sup> *Le Monde*, 18 décembre 1993.

## Les conséquences des « refoulements »

### *Le Shaba appauvri*

Le départ des Kasaiens a représenté une saignée d'environ 14 % de la population du Shaba, pourcentage plus élevé encore si on ne prend en considération que la partie méridionale de la région. Il s'agit en outre d'une population d'un niveau de formation plus élevé que la moyenne régionale. Une partie des cadres supérieurs et surtout des médecins se sont établis en Afrique du Sud, amplifiant un courant qui existait déjà et que l'abolition de l'apartheid a renforcé. D'autres ont opté pour l'Europe ou les États-Unis. Ceux qui sont restés au Zaïre se répartissent entre Kinshasa et les villes du Kasai. Pour la majorité des refoulés cependant, il n'y avait pas d'autre choix que de prendre le pénible chemin d'un retour aux sources, vers le berceau d'où eux-mêmes ou leurs aïeux étaient issus.

Le départ des Kasaiens a touché la Gécamines de plein fouet : l'emploi est tombé de 14 500 à moins de 7 000. Désorganisation du travail suite à la brutale diminution de la maîtrise et de l'encadrement qui étaient à 60 % kasaiens, pillages et sabotages ont provoqué un effondrement spectaculaire de la production : 46 000 tonnes de cuivre et 2 200 tonnes de cobalt en 1994 contre une capacité de 500 000 et 10 000 tonnes avant le cataclysme qui a failli emporter définitivement la vieille dame de Lubumbashi.

La chasse aux Kasaiens s'est accompagnée de destructions et de pillages des maisons. Dans les quartiers résidentiels de Kolwezi et de Likasi, les grandes villas des cadres portent encore les stigmates du vandalisme. Les rues commerçantes montrent toujours les plaies béantes des commerces incendiés. Certains quartiers périphériques retournent à la brousse : à Kolwezi – qui pourrait avoir perdu 70 000 habitants –, le quartier Diur ne se signale plus que par les multiples bouquets de bougainvillées masquant quelques pans de murs, derniers témoins d'une occupation humaine : les maisons n'ont pas résisté aux pillages, civils et militaires. Une fois les toiles retirées, les murs de brique se désagrègent vite sous l'effet des intempéries.

Après le pillage des biens dans le feu des violences, vint le partage des dépouilles, c'est-à-dire le remplacement des Kasaiens dans tel emploi ou telle fonction. Nouveau sujet de discorde : les « nordistes » (Luba) s'imposèrent au détriment des « sudistes » (Lunda, Tchokwe, etc.) qui éprouvent aujourd'hui le sentiment de s'être fait berner. De nouvelles tensions pointent à l'horizon du kaléidoscope politique dont les figures mobiles se recomposent à l'infini. La prise du pouvoir en mai 1997 par Laurent Désiré Kabila, un Luba du Nord-Katanga, ne devrait pas tarder à faire sentir ses effets.

### *Réapprendre à vivre au Kasai*

Les refoulés ne connurent pas tous le même destin. Les plus riches pouvaient prendre l'avion et s'éloigner rapidement des lieux du drame, mais cela ne représentait qu'une petite minorité parmi ceux que les violences, les menaces, la peur chassaient de leur quartier : la plupart d'entre eux se regroupèrent autour des gares de la SNCZ (Société nationale des chemins de fer du Zaïre). Certains savaient où aller car ils avaient gardé des liens familiaux dans l'une ou l'autre par-

tie du Kasai ; d'autres ne le savaient pas précisément, les ponts ayant été coupés depuis longtemps avec des parents oubliés dont ils ne parlaient même plus la langue. Bien peu étaient en mesure d'entreprendre le voyage par leurs propres moyens : les gares devinrent bientôt des camps de refoulés.

Les églises locales ont été les premières à intervenir pour soulager la misère de ces populations traumatisées, et à affréter des trains et des camions, en attendant que la Croix-Rouge (CICR), MSF ou d'autres ONG prennent le relais. Les conditions du transport ferroviaire, l'entassement des gens, y compris dans des wagons minéraliers, la lenteur des convois de la SNCZ déjà passablement désorganisée en temps ordinaire, firent de ces trains de l'exode les trains du dernier voyage pour beaucoup de petits enfants ou de personnes affaiblies par l'âge. Il y eut de surcroît l'attente plus ou moins prolongée dans des camps de transit, notamment au carrefour rail-route de Mwene Ditu, porte d'entrée du Kasai oriental. Camps de transit et en même temps centres de tri avant que les familles soient réparties en fonction de leurs antécédents géo-ethniques. Des observations faites en novembre 1995 dans les trois principaux sites d'accueil, à Kananga, Mbuji Mayi et Kabinda, permettent d'apporter quelques précisions quant aux conditions de l'insertion des refoulés.

À Kananga, les institutions religieuses assistent les refoulés. On estime que le Kasai occidental a reçu 300 000 refoulés, principalement d'origine lulua, dont environ 70 000 sont restés dans la ville de Kananga, les autres ayant été installés en milieu rural dans les zones proches du chemin de fer, Dibaya, Mweka, Ilebo et un peu Luiza. Des campements provisoires avaient été dressés à l'ouest de Kananga en 1993-1994 lors de l'arrivée des convois de refoulés. À l'automne 1995 on n'en voyait déjà plus que de rares traces : quelques bâches vertes ou bleues en plastique diversement réutilisées. Après accord avec les chefs coutumiers, les refoulés avaient obtenu un lopin de terre pour y construire, au milieu des maniocs ou des maïs, ces petites cases rectangulaires aux murs d'adobe et aux toits couverts de paille ou de palme, comme on en voit partout en Afrique centrale. 15 000 refoulés seraient désormais installés dans la « ceinture verte » de Kananga.

L'accueil des refoulés a montré la vitalité de la société civile, principalement des églises, en comparaison de l'inefficacité des structures de l'État dont le personnel semblait plutôt préoccupé de détourner l'aide que d'aider les gens dans le besoin. Le cadre familial a joué un grand rôle pour la réinsertion, mais la pauvreté des familles en limitait forcément la portée. Les congrégations religieuses ont été très actives, en particulier les missionnaires de Scheut (Congrégation du cœur immaculé de Marie, CICM), animateurs de structures locales d'entraide, tel que le CERDES (Centre de recherche en développement et entraide sociale), archétype de ces associations particulièrement nombreuses au Zaïre. Le CERDES, animé par une dizaine de personnes vouées à soulager la pauvreté, fut vite dépassé par l'ampleur de la tâche : il s'élargit en un Comité de coordination des refoulés regroupant les représentants des ONG – CICR, Oxfam, Unicef, Caritas, Memisa, etc. –, des Églises, d'instances de l'État. Pour les pères qui furent la cheville ouvrière de ces actions humanitaires, les équipes zaïroises étaient suffisamment compétentes pour qu'il n'y ait pas besoin de beaucoup d'expatriés – mais il fallait recevoir des vivres et des médicaments.

L'exemple, parmi d'autres, du CERDES illustre la capacité de groupes privés, généralement d'obédience religieuse, à mobiliser ce qu'on appelle les « forces

vives ». Bien implantées dans le tissu social, les plus importantes de ces structures ont aussi leurs ramifications dans les milieux confessionnels d'Europe et d'Amérique d'où provient l'indispensable support financier. Leur relative aisance n'est pas sans susciter des jalousies de la part des représentants des pouvoirs publics, totalement démunis et contraints de recourir à toutes les déviances de « l'informel » pour continuer à tenir leur rang.

À Mbuji Mayi, la situation après-urgence est la suivante. Le nombre de Luba refoulés vers leurs bastions traditionnels du Kasaï oriental s'élèverait à plus ou moins 400 000. La grande majorité d'entre eux s'est repliée dans la capitale régionale : en décembre 1994, Caritas avait recensé 265 000 refoulés à Mbuji Mayi et 80 000 dans les villages alentour. L'agglomération de Mbuji Mayi, soudain grossie par ce nouvel afflux de migrants involontaires, avoisine désormais le million d'habitants. La deuxième ville du Zaïre, enfantée et nourrie par deux vagues de migrations forcées, représente un cas unique en Afrique, du moins à cette échelle.

La réinsertion d'un si grand nombre de personnes n'a pas été chose aisée, d'autant que l'État montra peu d'empressement à la faciliter – ce qui ne saurait surprendre puisqu'un des buts politiques de l'opération « refoulement » consistait précisément à déstabiliser Tshisekedi dans son fief du Kasaï oriental. Les nombreuses communautés religieuses (franciscains, jésuites, scheutistes pour les hommes, sœurs de la Charité, franciscaines, sœurs de Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, Christ-Roi, servantes des Pauvres, mères de Béthanie pour les femmes) compensèrent cette absence des instances d'État qui se contentèrent de mettre à disposition des refoulés la « Maison de la Zaïroise » (bâtisse de Mbuji Mayi où fut chanté pour la première fois l'hymne national de la II<sup>e</sup> République). MSF France et MSF Belgique, bientôt secondés par Vision mondiale, Caritas et l'Unicef, furent les principales ONG à secourir les refoulés qui, n'étant pas des « réfugiés » au sens du droit international, n'étaient pas pris en considération par le HCR.

Un des problèmes cruciaux de l'intervention humanitaire se situe au moment du départ des ONG. En novembre 1995, la situation se présentait comme suit dans le camp de Tshibombo, installé près de Mbuji Mayi. Les soins de santé, l'approvisionnement en eau n'étaient plus régulièrement assurés depuis le départ de MSF. Que dire du bois ? Il n'y en a plus dans un large cercle autour du camp. Mais c'est le lot commun des régions de savane. Que dire de l'école ? 2 000 élèves pour trois classes en dur et un abri en branchages, beaucoup de bonne volonté de la part d'instituteurs qui ne sont payés que par les parents : mais c'est le lot commun des écoles du Zaïre. Les refoulés de Tshibombo se sont organisés pour prendre leur destin en mains. Avec l'aide de l'Église catholique, ils ont créé une ONG, « Action tuntatayi » pour le développement intégré du site de Tshibombo. Sans moyens, sans soutien financier extérieur mais avec la foi, ils donnent un sens au combat quotidien pour la survie et contribuent à forger les énergies qui leur permettront un jour de quitter définitivement le camp et de s'insérer dans l'économie locale comme les autres l'ont fait.

Car les refoulés sont mus par l'énergie vitale qui a toujours donné aux migrants une volonté farouche de réussir. Mbuji Mayi offre de ce point de vue des conditions particulières : la capitale du diamant fascine comme les jeux de hasard. Aux dizaines de milliers de « creuseurs » qui s'échinent depuis des années à

retourner et tamiser les alluvions de la rivière, sont venus s'ajouter d'autres dizaines de milliers de creuseurs. Dans le commerce, la santé, l'éducation, les refoulés se refont une place au soleil dans une compétition généralisée qui a transformé Mbuji Mayi en ruche bourdonnante. Des centaines, voire des milliers d'artisans, n'attendent que le courant électrique pour reprendre une activité. Malheureusement, l'électricité ne dépasse pas le quartier MIBA. Il faudrait aménager une centrale supplémentaire sur la rivière Lubilanji. La Codekor, Conférence pour le développement économique du Kasai oriental, archétype des grandes ONG régionales nées pour compenser les carences de l'État, a fait de l'achèvement du projet Lubilanji III une de ses priorités. Nul doute que le repli sur Mbuji Mayi d'un grand nombre de refoulés porteurs de compétences professionnelles et de comportements citadins, loin de constituer un handicap, sera au contraire le ferment d'un nouveau dynamisme de la capitale luba du Kasai.

À Kabinda, un programme de réinsertion se met en place. Au nord-est de Mbuji Mayi, la zone de Kabinda (environ 250 000 habitants en 1993, pour une superficie de 14 000 kilomètres carrés) correspond à l'aire de peuplement songye. Elle a reçu quelque 50 000 refoulés, soit en pourcentage l'équivalent de 20 % de sa population, le double du pourcentage moyen des deux Kasai. Cela s'explique par la contiguïté spatiale entre Kabinda et Shaba. Jusque dans les années soixante-dix, la ville de Kabinda a d'ailleurs été un centre de villégiature pour les cadres de la Gécamines : c'était l'époque où les transports ferroviaires et routiers fonctionnaient correctement. Aujourd'hui la région n'est plus accessible qu'avec beaucoup de difficulté : on est heureux de faire la route Mbuji Mayi-Kabinda en moins de dix heures avec un puissant 4 x 4.

Pendant la période d'urgence, de décembre 1993 à juin 1994, les religieux, notamment les pères de Scheut de la procure, jouèrent un rôle essentiel grâce à leur connaissance du milieu et à leur logistique immédiatement mobilisable. La plupart des refoulés (45 000) ont été enregistrés à la procure. Celle-ci néanmoins ne pouvait suffire : c'est l'arrivée d'une équipe légère de MSF (un chef d'équipe, un infirmier, un logisticien) qui permit d'organiser les soins les plus urgents et de distribuer la nourriture. La procure servit au transit des refoulés, rapidement répartis dans les villages : on ne voulait pas créer de « camp de réfugiés ».

L'intervention des « urgenciers », au premier rang desquels MSF, ne devrait constituer qu'une étape préalable à la réinsertion. À la différence des véritables réfugiés dont le statut d'étranger restreint les possibilités légales d'installation et qui sont donc condamnés à un enkystement dans les camps, les refoulés retrouvant les « terres ancestrales » sont appelés à y reprendre racine. Aussi, la préparation de l'après-urgence devient-elle nécessaire pour éviter que l'aide d'urgence ne soit qu'une parenthèse sans lendemain. Sauver de la mort n'exclut pas d'aider à restaurer la vie. C'est dans cette conception élargie de l'humanitaire que le GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques) avait élaboré un programme de réinsertion des refoulés de Kabinda (PRK) financé par l'Union européenne et le ministère français de la Coopération. Dans une première phase, jusqu'en décembre 1994, il a consisté à distribuer des vivres et des semences aux refoulés réinstallés dans les villages. L'action a été conduite en étroite relation avec des « Comités locaux de développement » (CLD), une structure associative

qui existait avant l'arrivée des refoulés. La réussite des opérations dépend en effet largement d'une bonne articulation avec le milieu local.

La deuxième phase, qui devait s'achever le 31 mai 1996, est celle de la « consolidation » de l'insertion économique et sociale des refoulés, avec deux volets essentiels : assurer la scolarisation – c'est une demande très forte des refoulés, généralement issus de milieux scolarisés –, garantir un minimum de ressources. Les responsables du projet ont bien compris qu'ils ne pouvaient atteindre leurs objectifs qu'en associant tous les habitants, et non les seuls réfugiés, aux actions de développement. On est donc passé de l'aide d'urgence au développement, sur une zone d'action comprenant 114 000 personnes dont 30 000 refoulés.

L'installation des refoulés a apporté un ferment de dynamisme – et quelques jalousies – dans une région relativement riche, où les terres cultivables sont assez abondantes (densité de 15 habitants au kilomètre carré) mais qui souffre d'enclavement. La dégradation des routes rend le transport routier des plus aléatoires. Les villageois y suppléent en utilisant des bicyclettes : les « pédaleurs » qui, plus qu'ils ne pédalent, poussent leur vélo chargé de vivres, tant les pistes sont en mauvais état, parcourent la région, principalement pour approvisionner Mbuji Mayi. Porteurs de progrès, les refoulés ont été jugés « orgueilleux » par les autochtones, mais ils sont un facteur de stimulation, même si la compréhension n'est pas toujours aisée entre les deux groupes car la plupart des nouveaux venus s'expriment en swahili.

C'est au travers d'actions communes que peut se faire la symbiose entre les deux communautés. Le projet appuie les initiatives en ce sens, par exemple l'organisation de mutuelles d'épargne et de crédit, ou la réhabilitation des écoles dans des villages-pilotes. Les CLD qui ont servi de structure d'appui pour la réinsertion des refoulés devraient être appelés à jouer un rôle croissant en prenant le relais du projet. En juin 1995, une trentaine de CLD se sont associés au sein d'une nouvelle structure : le Syndicat intervillageois de développement de Kabinda. Il s'est donné pour objectif d'harmoniser et de renforcer les actions de développement dans les voies tracées jusqu'alors. Ce n'est pas un hasard si il est animé par des refoulés portés par un dynamisme et une volonté de réussir que les autochtones partagent moins : source, peut-être, de frictions futures.

On est désormais loin de l'urgence. En un laps de temps somme toute très court, les réfugiés ont retrouvé des moyens de vivre. L'aide à la réinsertion a changé de nature en s'orientant vers le développement. Puisque la région souffre de son enclavement, la priorité va maintenant à la réhabilitation du réseau routier, condition *sine qua non* de tout progrès. Le GRET a réorienté son action en ce sens en entreprenant la remise en état de la liaison Kabinda-Mbuji Mayi, avec un financement de l'Union européenne. Le drame vécu par les refoulés a ainsi contribué à une reprise du financement de projets que la crise politique zaïroise avait pratiquement interrompu. Une relance économique après les années sombres ne peut que favoriser la réinsertion. Sans doute celle-ci ne sera pas réussie pour tous, notamment pour ceux qui étaient très attachés à un mode de vie urbain : 10 000 refoulés, par exemple, sont restés dans le centre urbain de Kabinda répugnant à un « retour à la terre ». Rien ne dit que leur itinéraire migratoire soit terminé : la nouvelle géographie issue de l'expulsion des Kasaiens du Shaba n'est pas figée, car la vie est mobilité. Les nouvelles configurations de pou-



voir qui se mettent en place depuis la victoire de Laurent Désiré Kabila pourraient avoir des conséquences inattendues sur le destin des refoulés.

### Une nouvelle donne géopolitique

En prenant comme base plausible les chiffres de 300 000 refoulés au Kasai occidental et 500 000 au Kasai oriental, et les projections démographiques d'une étude du CEPAS [Ngondo *et alii*, 1992], on mesure l'impact démographique des migrations forcées des Kasaiens du Shaba :

	Population en 1993	Gain ou perte en %
Shaba	5 644 000	-14
Kasai occidental	3 034 000	+10
Kasai oriental	3 644 000	+13

Les événements sont trop récents pour qu'on puisse en percevoir toutes les conséquences. Il apparaît toutefois que le potentiel humain du Shaba en ressort diminué, d'autant qu'en termes qualitatifs la perte représente certainement beaucoup plus de 14 %. Il est vrai qu'à la Gécamines, l'expulsion des Kasaiens a dégagé des postes pour des « Katangais d'origine ». Des ingénieurs travaillant à l'étranger sont rentrés pour participer au sauvetage de l'entreprise, de jeunes cadres suivent une formation accélérée. L'émulation aidant, il est probable que les autochtones parviendront à relever le défi pour autant que l'environnement international redevenue favorable à l'industrie extractive – ce que laissent penser les grandes manœuvres entreprises par des groupes métallurgistes auprès des nouveaux maîtres du Congo. Les accès de fièvre qui ont secoué le Shaba de 1992 à 1994 sont retombés ; l'hystérie collective orchestrée par le gouverneur Kyungu a définitivement pris fin avec son limogeage. Qui a gagné, qui a perdu ? En 1996, c'est plutôt Mobutu et ses partisans qui engrangeaient les bénéfices d'une opération qui avait semé la confusion dans des provinces qui ont toujours marqué leur distance par rapport au pouvoir central. C'était compter sans la poudrière du Kivu qui a fait exploser l'État Mobutu et conduit à un épilogue inattendu : l'accession d'un Katangais à la tête du Congo-Zaïre.

Quant aux Kasai, le retour des « émigrés » a montré une remarquable capacité de réaction de la société civile, bien encadrée par les organisations religieuses. Depuis des années déjà, les encadrements ecclésiaux compensent les défaillances de l'État : confrontés à l'arrivée massive des refoulés, ils ont administré la preuve de leur efficacité. L'insertion des refoulés, malgré d'inévitables frictions, a révélé par ailleurs une réelle solidarité populaire qui pourrait se concrétiser lors de futures échéances électorales. Le regroupement des Kasaiens, principalement des Luba de Mbuji Mayi, est donc susceptible de conforter les positions de leur leader, Tshisekedi. Il renforce en tout cas l'homogénéité ethnique du bloc Luba-Kasai, faisant de la région de Mbuji Mayi une des pièces maîtresse de la géopolitique du nouveau Congo.

Les violences politiques placées sous le signe de l'épuration ethnique, de l'exaltation identitaire et des revendications de droits découlant de l'autochtonie,

ont renforcé l'ethnisation de l'espace et les réflexes de méfiance de l'étranger. Les géographies de la peur ne sont jamais bonnes. Ni celles de l'enfermement et de l'exclusion. Le refoulement des Kasaiens représente une régression, en rupture avec les dynamiques de fusion, d'ouverture et de métissage qui, depuis un siècle, créent des repères communs pour les peuples divers du bassin du Congo rassemblés dans le même État. La reconstruction nécessaire et urgente de celui-ci sera morale autant qu'économique. Elle n'a de chance de réussir que si elle se démarque de ce cancer qu'est la discrimination ethnique.

## BIBLIOGRAPHIE

- BAKAJIKI BANJIKILA Thomas [1997], *Épuration ethnique en Afrique. Les Kasaiens (Katanga 1961-Shaba 1992)*, Paris, L'Harmattan, 244 p.
- BRAECKMAN Colette [1996], *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence*, Paris, Fayard, 347 p.
- Conflits politico-ethniques au Zaïre* [1993], Livre blanc sur la situation des Droits de l'homme dans les provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu, Kinshasa, gouvernement de transition du Zaïre, ministère de la Communication et Presse, 108 p.
- GBABENDU Engunduka, EFOLO Ngobaasu [1991], *Volonté de changement au Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 216 p. et 222 p.
- GRÉVISSE F. [1951], *Le Centre extra-coutumier d'Élisabethville*, Bruxelles, ARSOM, XXI.
- KABAMBA NKAMANY A BALEME [1997], *Pouvoirs et Idéologies tribales au Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 137 p.
- KABUNGULU NGOY [1995], *La Transition démocratique au Zaïre. Avril 1990-juillet 1994*, Kinshasa, CIEDOS, université de Kinshasa, 320 p. + annexes.
- KABUYA KALALA et YAV KARL YAV [1994], « L'espace monétaire kasaïen : leçons de la survivance d'une monnaie déchuée », Kinshasa, *Zaïre-Afrique*, 290 : 607-616.
- LEMARCHAND René [1962], « The Limits of Self-Determination : Katanga », *American Political Science Review*, LVI (2).
- LUMUNA KABUYA Sando [1992], *Nord-Katanga 1960-1964. De la sécession à la guerre civile*, Paris, L'Harmattan, 222 p.
- LUMUNA KABUYA Sando [1995], *La Conquête des libertés en Afrique*, Kinshasa, éditions NORAF, 568 p.
- MATAMBIKULU Mwela [1987], « Rôle de l'immigration dans l'évolution d'une société : réflexions sur les problèmes sociaux inhérents au rapatriement des Baluba du Kasai (1959-1962) », Kinshasa, *Zaïre-Afrique*, 212 : 103-116.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore [1997], *Histoire du Zaïre*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 918 p.
- NGONDO S., DE SAINT MOULIN L., TAMBASHE B. [1992], *Perspectives démographiques 1984-1999 et Population d'âge électoral en 1993 et 1994*, Kinshasa, CEPAS, 72 p.
- PIERMAÏ Jean-Luc [1986], « Naissance et évolution d'une ville postcoloniale, Mbuji Mayi. Acteurs et enjeux fonciers », in *Espaces disputés en Afrique noire*, Paris, Karthala : 133-143.
- POURTIER Roland [1992], « Zaïre : l'unité compromise d'un "sous-continent" à la dérive », *Hérodote*, 65-66 : 264-288.
- POURTIER Roland [1995], « Zaïre : le chaos et après ? », *Parlements et Francophonie*, 97-98 : 111-125.
- POURTIER Roland [1997], « Congo-Zaïre-Congo : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique », *Hérodote*, 86-87 : 6-41.
- VANSINA Jan [1968], *Kingdoms of the Savanna*, The University of Wisconsin Press, 364 p.
- WILLAME Jean-Claude [1994], *Gouvernance et Pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines, Madagascar, Somalie, Zaïre*, Bruxelles, Institut africain-CEDAF, Paris, L'Harmattan, 206 p.
- YOUNG Crawford [1968], *Introduction à la politique congolaise*, Kinshasa, Éditions universitaires du Congo, Bruxelles, CRISP, 391 p.